

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC PECOTCHIA

PECOTCHIA

Erretorarenia

64220 Ainhice-Mongelos

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement GAEC PECOTCHIA implanté PECOTCHIA Erretorarenia 64220 Ainhice-Mongelos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre de l'instruction de la mise en service de l'unité de méthanisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC PECOTCHIA
- PECOTCHIA Erretorarenia 64220 Ainhice-Mongelos
- Code AIOT : 0056401736
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation de l'installation

Le GAEC PECOTCHIA comprend un élevage bovin lait et un atelier ovin viande sur site, l'atelier caprin lait avec fabrication de fromage a été transféré à Bustince.

Il comprend également une unité de micro-méthanisation à la ferme par voie liquide.

La télédéclaration a été réalisée le 31 mars 2022, l'unité a été mise en service en août 2025.
L'installation est soumise au régime de la déclaration (8t/j), Le biogaz est valorisé par cogénération.
Les intrants ne proviennent que d'une seule exploitation agricole.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	
7	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.2. et 2.10.6.	Demande de justificatif à l'exploitant	
11	Exploitation Entretien	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1.1.	Sans objet
2	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.1.	Sans objet
4	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.2.	Sans objet
5	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.6.	Sans objet
6	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.7.	Sans objet
8	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.15.	Sans objet
9	Implantation Aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.16.	Sans objet
10	Exploitation Entretien	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.1.	Sans objet
12	Exploitation Entretien	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.2.	Sans objet
13	Risques	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.3.	Sans objet
14	Eau	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3.	Sans objet
15	Eau	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.8.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités relatives à la sécurité publique (absence de clôtures), à l'impact sur le milieu naturel (travaux restant à faire au niveau de la zone de rétention) et à la formalisation des formations (absence des attestations).

L'exploitant indique que les travaux restants sont prévus pour la fin de l'année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1.1.
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Prescription contrôlée : Conformité de l'installation à la déclaration
Constats : L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints au dossier de déclaration. Mise en service : 26 août 2025. Elle comprend un digesteur (h=2,5m diamètre=13,20m - 261 m ³ utile), un container technique abritant le moteur de cogénération, les équipements de chauffage (réseau de chaleur) et pilotage de l'unité, une fosse de stockage du digestat liquide et une torchère de sécurité. Les intrants prévus sont du lisier (atelier bovin lait) et du petit lait (atelier caprin lait). L'élevage de chèvre, ayant été déplacée à 2 km du site de la méthanisation, la ration comprend aujourd'hui du lisier et les refus broyés de la ration des vaches, la quantité par jour est de 10 t. L'exploitant indique améliorer, en fin d'année, le silencieux du moteur de cogénération (production électricité) afin de réduire le bruit de fond. Un contrat de maintenance a été signé avec le constructeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.1.
Thème(s) : Situation administrative, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : Distances
Constats : Les distances réglementaires sont toutes conformes vis-à-vis des tiers et cours d'eau. La distance entre le local technique (électrique) et le digesteur est de 10 m, la torchère est également à 10 m de ces deux ouvrages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Clôture
Constats : Non-conformité : absence de clôtures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Accessibilité pour le SDIS
Constats : L'installation dispose d'un accès facile et suffisamment dimensionné pour le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Ventilation des locaux
Constats : Le local technique est correctement ventilé. Présence de capteur CH4 et détecteur fumée/incendie. Le filtre à charbon est présent dans le local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : Alimentation de secours
Constats : Présence d'une batterie de secours située dans le local électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.2. et 2.10.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Etanchéité
Constats : Le lisier est transféré vers le digesteur via une canalisation enterrée. Non-conformité : absence de réseau de collecte adapté pour transférer le digestat en cas débordement vers la zone de rétention – reste à faire : une rigole autour de la fosse de digestat et regard de récupération et transfert.

Zone de rétention : la zone de talutage est réalisée le long du digesteur vers la fosse de stockage du digestat.

Une étude de perméabilité du sol pour la zone de rétention a été réalisée par la société CETRA : validation d'une couche d'étanchéité avec rapport h/v (h hauteur de la couche d'étanchéité - v vitesse de pénétration) de 100 heures liée à la capacité de l'exploitant à reprendre ou évacuer le digestat dans ce délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.15.

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage du digestat

Prescription contrôlée :

Capacité et couverture

Constats :

Les deux fosses de stockage du digestat sont couvertes : fosse enterrée rectangulaire contre le bâtiment d'élevage (600 m³ utile) et fosse aérienne semi-enterrée circulaire (1200 m³ utile - dispositif de double vanne manuelle avec vanne guillotine) sur le site de méthanisation. La capacité de stockage globale du digestat est de 6 mois et correspond à la capacité agronomique du plan d'épandage.

Le regard de contrôle d'étanchéité de la fosse circulaire est à finaliser.

Le lisier est transféré vers le digesteur via une fosse de reprise et une canalisation enterrée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Implantation Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.16.

Thème(s) : Risques accidentels, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Gestion biogaz - dysfonctionnement process

Constats :

Présence d'une torchère sur site (18 Nm³/h).

L'exploitant indique qu'elle n'a pas encore été utilisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.1.

Thème(s) : Autre, Surveillance

Prescription contrôlée :

Astreinte

Constats :

Les astreintes sont assurées par les trois-cogérants (David Paris, Mickael Paris et Marion Lansaman),

l'un d'eux habite sur place, les deux autres à quelques kilomètres (moins de 30 minutes).
 Logiciel de conduite de l'installation sur le téléphone portable + tablette.
 Alarme sur le téléphone - dépannage du constructeur 24h/24h.
 L'exploitant indique que les deux techniciens (BIOELECTRIC) sont disponibles et efficaces - trois autres unités de micro-méthanisation sont situées dans le Sud Ouest (départements 31 et 81).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.1.2.

Thème(s) : Autre, Formation

Prescription contrôlée :
Formation

Constats :
 Les formations ont été réalisées par le constructeur, BIOELECTRIC.
 Non-conformité : absence des attestations de formation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 12 : Exploitation Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.7.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes exploitation

Prescription contrôlée :
Surveillance process

Constats :
 Le digesteur comprend un agitateur (fonctionne toutes les heures), une sonde de température, sonde de niveau et pression du biogaz, vannes pour les échantillons et soupape de sécurité.
 Le temps de séjour est de 35 j.
 Teneur en H2S conforme : 122 ppm le jour du contrôle (< 300 ppm).
 Injection d'air dans le ciel du digesteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :
Moyens de lutte contre l'incendie

Constats :
 Extincteur présent au niveau du local technique.
 Borne incendie située au bout du chemin d'accès (route de "l'école") au site à moins de 100 m des ouvrages.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de collecte

Prescription contrôlée : Réseau de collecte

Constats :

Eau de condensat : récupérée et transférée vers le réseau enterré des eaux pluviales de l'exploitation agricole.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.8.

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage du digestat

Prescription contrôlée : Plan d'épandage

Constats :

Le plan d'épandage a été actualisé par la chambre d'agriculture.

La superficie potentielle épandable est de 76,84 ha avec trois prêteurs de terres (Cécile Miramon, Elorri Falxa et Cyril Aussel). Les surfaces sont réparties majoritairement (89 %) sur deux communes (Ainhice-Mongelos et Bussunarits-Sarrasquette) dans un rayon de 2 km autour du site.

Le bilan de fertilisation est déficitaire en azote et phosphore.

Type de suites proposées : Sans suite
